

RCS : DRAGUIGNAN

Code greffe : 8302

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de DRAGUIGNAN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2011 B 00449

Numéro SIREN : 532 247 913

Nom ou dénomination : MONTAUDIS

Ce dépôt a été enregistré le 28/09/2018 sous le numéro de dépôt 4558

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE DRAGUIGNAN

Palais de Justice CS 60223
83006 DRAGUIGNAN Cédex
IBAN: FR79 4003 1000 0100 0035 7892 M97
INTERNET: www.infogreffe.fr
TEL : 04.94.50.83.27

RECEPISSE DE DEPOT

MONTAUDIS

route départementale 562
83440 Montauroux

V/REF :

N/REF : 2011 B 449 / 2018-B-4558

Le greffier du tribunal de commerce de Draguignan certifie qu'il a reçu le 28/09/2018,
les documents comptables prévus aux articles L 232-21 et suivants du code de commerce, de l'exercice clos le
28/02/2018.

Procès-verbal d'assemblée générale ordinaire en date du 29/08/2018

Rapport du commissaire aux comptes

Concernant la société

MONTAUDIS

Société par actions simplifiée

route départementale 562

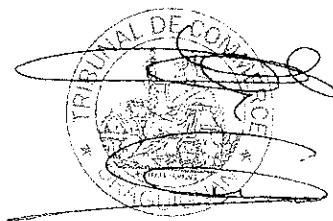
83440 Montauroux

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2018-B-4558 le 28/09/2018

R.C.S. DRAGUIGNAN 532 247 913 (2011 B 449)

Fait à DRAGUIGNAN le 28/09/2018,

LE GREFFIER



GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE
28 SEP. 2018
83300 DRAGUIGNAN
Déposé sous le n°

MONTAUDIS

Société par Actions Simplifiée au capital de 14.189.700 euros
Siège social : Route départementale 562
83440 MONTAUROUX
RCS DRAGUIGNAN 532 247 913

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 29 AOUT 2018

- PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT -

B4558

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice écoulé, dont elle constate l'existence et qui s'élève à 1.982.718 euros, ainsi qu'il suit :

Bénéfice : 1.982.718 €

Affectation :

- A hauteur de la somme de 99.136 €
Au poste « Réserve légale » qui se trouve ainsi
porté à la somme de 611.652 €

- A hauteur de la somme de 1.000.000 €
A titre distribution de dividendes aux associés

- le solde, soit la somme de 883.582 €
au poste « Autres réserves », ce poste est ainsi porté
à la somme de 3.821.393 €

Total affecté : **1.982.718 €**

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société s'élèvent à un montant de 18.622.745 euros.

Les associés prennent acte que :

Sur le plan fiscal, conformément aux dispositions du nouvel article 200 A, 1-A-1° du Code Général des Impôts, il est rappelé que les dividendes qui seraient distribués seraient assujettis, pour les personnes physiques, au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8%, auxquels s'ajouteraient les prélèvements sociaux au taux de 17,2%.

Le PFU est, quant à lui, non libératoire. Le PFU et les prélèvements sociaux seraient payés par la Société au plus tard le 15 du mois suivant le paiement de la distribution.

Conformément aux dispositions de l'article 200 A, 2 nouveau du même Code, les associés personnes physiques y ayant intérêt pourraient toutefois opter pour l'imposition desdits dividendes selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu, ladite option étant irrévocable et globale pour l'ensemble des revenus, gains et autres profits entrant dans le champ d'application du PFU. Cette option devrait être expresse et exercée en 2019 lors du dépôt de la déclaration de revenus et au plus tard avant la date limite de déclaration.

Enfin, les contributions et prélèvements sociaux dus au titre de cette distribution feraient l'objet d'un paiement à la source en application des dispositions de l'article L.136-7 du Code

TF

MONTAUDIS

Société par Actions Simplifiée au capital de 14.189.700 euros

Siège social : Route départementale 562

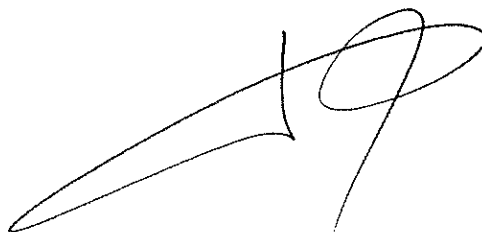
83440 MONTAUROUX

R.C.S. DRAGUIGNAN 532 247 913

LE GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE
28 SEP. 2018
83300 DRAGUIGNAN
Déposé sous le n°

**BILAN
COMPTE DE RESULTATS
ANNEXE
DE L'EXERCICE CLOS
LE 28 FEVRIER 2018**

**Certifié conforme
Le Président**



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 28/02/2018	Net 28/02/2017
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	63 800	63 800		
Fonds commercial (1)	15 962 602		15 962 602	15 962 602
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	295 802	257 690	38 112	38 112
Installations techniques, matériel et outillage industriels	676 092	458 487	217 606	197 390
Autres immobilisations corporelles	2 595 036	2 403 747	191 289	251 719
Immobilisations corporelles en cours	1 055 885	777 307	278 578	318 220
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	1 231 778		1 231 778	1 058 554
Autres immobilisations financières	187 087		187 087	192 153
	224 731		224 731	224 487
	22 292 813	3 961 030	18 331 783	18 243 237
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	2 941 868	21 841	2 920 027	3 044 607
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				
Autres créances	81 593	12 088	69 505	69 281
Capital souscrit et appelé, non versé	657 313	6 816	650 497	507 414
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	594 000		594 000	1 146 721
Charges constatées d'avance (3)	4 397 405		4 397 405	2 735 237
	184 258		184 258	257 263
	8 856 437	40 745	8 815 692	7 760 522
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL				
	31 149 250	4 001 775	27 147 475	26 003 760
(1) Dont droit au bail			20 000	20 000
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			12 659	14 180

Bilan passif

	28/02/2018	28/02/2017
CAPITAUX PROPRES	14 189 700	14 189 700
Capital		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation	512 516	429 480
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	2 937 811	2 460 125
Autres réserves		
Report à nouveau	1 982 718	1 660 722
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	19 622 745	18 740 027
TOTAL CAPITAUX PROPRES		
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	264 265	142 880
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	264 265	142 880
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	1 190 105	1 920 888
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	619 035	50 916
Emprunts et dettes diverses (3)		
Avances et acomptes reçues sur commandes en cours	3 364 084	3 106 748
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 009 384	1 967 623
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	77 858	74 679
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)	7 260 466	7 120 853
TOTAL DETTES		
Ecart de conversion passif	27 147 475	26 003 760
TOTAL GENERAL		
	447 536	1 188 808
	6 812 930	5 932 045
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)		
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

de la sécurité sociale. Le paiement à la source serait versé par la Société concomitamment au paiement du PFU de 12,8% décrit ci-dessus.

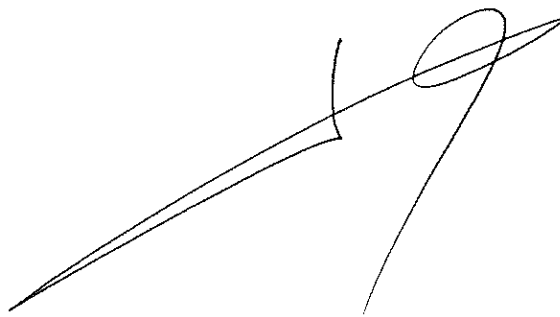
Compte tenu des dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte des distributions de dividendes intervenues au cours des trois derniers exercices.

Exercices	Dividende distribué	Revenus distribués éligibles à l'abattement	Revenus distribués non éligibles à l'abattement
28/02/2017	1.000.000 €	14,10 €	999.985,90 €
29/02/2016	1.000.000 €	14,10 €	999.985,90 €
28/02/2015	1.000.000 €	14,10 €	999.985,90 €
DCU du 19/02/2015	2.000.000 €	28,20 €	1.999.971,80 €

- ADOPTION -

Cette affectation a été adoptée par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en date du 29 août 2018.

**Certifiée conforme
Le Président**



Compte de résultat

	28/02/2018	28/02/2017
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	57 643 003	55 699 859
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	1 109 964	1 006 060
Chiffre d'affaires net	58 752 967	56 705 919
<i>Dont à l'exportation</i>		2 498
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	400 348	322 366
Autres produits	7 345	6 543
Total des produits d'exploitation (I)	59 160 659	57 034 827
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	45 437 012	44 185 192
Variations de stock	122 765	-52 309
Achats de matières premières et autres approvisionnements	124 978	107 997
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	3 921 199	3 756 520
Impôts, taxes et versements assimilés	646 067	615 732
Salaires et traitements	4 068 346	3 965 287
Charges sociales	1 478 817	1 459 385
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	265 879	274 784
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	25 430	31 303
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	41 599	39 231
Total des charges d'exploitation (II)	56 132 092	54 383 123
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	3 028 567	2 651 704
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III		
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	31 135	139 851
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers (V)	31 135	139 851
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	18 444	27 620
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		203
Total des charges financières (VI)	18 444	27 823
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	12 691	112 028
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	3 041 259	2 763 732

Compte de résultat (suite)

	28/02/2018	28/02/2017
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	6 704	7 410
Sur opérations en capital	145 418	124 943
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		151 573
Total des produits exceptionnels (VII)	152 121	283 926
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	45	271 903
Sur opérations en capital	17 379	124 943
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	121 385	81 798
Total des charges exceptionnelles (VIII)	138 809	478 644
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	13 312	-194 718
Participation des salariés aux résultats (IX)	304 126	276 373
Impôts sur les bénéfices (X)	767 727	631 919
Total des produits	59 343 916	57 458 604
Total des charges	57 361 198	55 797 882
BENEFICE OU PERTE	1 982 718	1 660 722
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

Annexe des comptes annuels

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 28/02/2018,
dont le total est de 27 147 475 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste,
dégageant un bénéfice de 1 982 718 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/03/2017 au 28/02/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 28/02/2018 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 08/09/2014, en application des articles L.123-12 à L.123-28 et R.123-172 à R.123-208 du code de commerce, modifié par les règlements ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 et ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Règles et méthodes comptables

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 20 ans
- * Installations techniques : 3 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 10 ans
- * Matériel de transport : 3 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 1 à 5 ans
- * Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

Les titres de participation ont été comptabilisés, lors de leur entrée dans le patrimoine, au coût d'acquisition qui s'entend du prix pour lequel ils ont été acquis.

Pour les valeurs mobilières de placement, les frais accessoires ne sont pas incorporés dans le coût d'acquisition.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables à l'acquisition des produits finis, des matières premières et des services. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances et produits

Seuls les créances certaines et les produits acquis ont été rattachés à l'exercice comptable.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Règles et méthodes comptables

Dettes et charges

Les dettes certaines qui existent à la clôture de l'exercice, figurent en comptes de tiers ou de charges à payer au passif du bilan.

A la clôture de l'exercice, les dettes que des événements en cours ou survenus, rendent probables et dont l'objet est nettement précisé, sont inscrites au passif du bilan en provisions pour risques et charges.

Disponibilités

Les disponibilités sont enregistrées pour leur valeur nominale.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous forme de provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1,38 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : Table INSEE 2015

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice pour un montant de 212 184 euros a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Ce produit du CICE comptabilisé à la date de clôture vient en diminution des charges d'exploitation.

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2017 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice alors que le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputable sur l'impôt sur les sociétés de l'exercice suivant.

Notes sur le bilan

Actif immobiliséTableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	15 962 602			15 962 602
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	63 800			63 800
Immobilisations incorporelles	16 026 402			16 026 402
- Terrains	295 802			295 802
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	543 518	93 235		636 753
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	39 339			39 339
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 543 320	51 716		2 595 036
- Installations générales, agencements aménagements divers	788 040	33 475		821 514
- Matériel de transport	27 814			27 814
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	198 959	7 597		206 556
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	4 436 793	186 023		4 622 816
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	1 058 554	190 603	17 379	1 231 778
- Prêts et autres immobilisations financières	416 640	5 203	10 025	411 818
Immobilisations financières	1 475 194	195 806	27 404	1 643 596
ACTIF IMMOBILISE	21 938 389	381 829	27 404	22 292 813

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant		186 023	195 806	381 829
Acquisitions				
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		186 023	195 806	381 829
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant			27 404	27 404
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice			27 404	27 404

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	28/02/2018
Éléments achetés	
Éléments réévalués	15 942 602
Éléments reçus en apport	
Total	15 942 602

Le mali technique de fusion constaté pour 15 854 602 € au 1er mai 2012 reste affecté en fonds commercial pour la totalité de son montant.

Conformément au règlement ANC 2015-06, applicable pour la première fois aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016 (article 214-3 du PCG), nous avons estimé que notre fonds commercial n'a pas de durée de vie limitée et à ce titre, il continue à ne pas faire l'objet d'un amortissement.

En application de l'article 214-15 du PCG, les tests de dépréciation réalisés, à la clôture de l'exercice, nous indiquent que la valeur actuelle de notre fonds est au moins égale à leur valeur comptable figurant à l'actif du bilan. A ce titre, aucune dépréciation n'est à constater.

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	63 800			63 800
Immobilisations incorporelles	63 800			63 800
- Terrains	257 690			257 690
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	351 825	72 368		424 193
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	33 642	652		34 294
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 291 601	112 146		2 403 747
- Installations générales, agencements aménagements divers	515 904	68 953		584 858
- Matériel de transport	25 214	829		26 042
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	155 475	10 932		166 407
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	3 631 352	265 879		3 897 231
ACTIF IMMOBILISE	3 695 151	265 879		3 961 030

Notes sur le bilan

Actif circulantEtat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 334 982 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			187 087
Prêts	187 087		
Autres	224 731		224 731
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	81 593	68 934	12 659
Autres	657 313	657 313	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	184 258	184 258	
Total	1 334 982	910 505	424 477
Prêts accordés en cours d'exercice	4 958		
Prêts récupérés en cours d'exercice	10 024		

Produits à recevoir

	28/02/2018	28/02/2017
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	1 130	1 130
Autres créances	138 488	153 662
Disponibilités	614	53 091
Total	140 232	207 883

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks	20 026	21 841	20 026	21 841
Créances et Valeurs mobilières	18 632	3 589	3 318	18 904
Total	38 658	25 430	23 344	40 745
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		25 430	23 344	
Financières				
Exceptionnelles				

Dépréciation des créances

Les créances font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 18 904 euros.

Capitaux propresComposition du capital social

Capital social d'un montant de 14 189 700,00 euros décomposé en 141 897 titres d'une valeur nominale de 100,00 euros.

Notes sur le bilan

ProvisionsTableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	142 880	121 385			264 265
Total	142 880	121 385			264 265
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation Financières Exceptionnelles		121 385			

Notes sur le bilan

DettesEtat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 7 260 466 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	1 190 105	742 569	447 536	
Emprunts et dettes financières divers	619 051	619 051		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 364 084	3 364 084		
Dettes fiscales et sociales	2 009 367	2 009 367		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	77 858	77 858		
Produits constatés d'avance				
Total	7 260 466	6 812 930	447 536	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés sur l'exercice :	729 960			

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des suretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	1 188 809	1 188 809	
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total	1 188 809	1 188 809	

Emprunts auprès de la Caisse d'Epargne : Nantissement accordé sur le fonds de commerce.

Emprunt auprès du Crédit Mutuel : Nantissement accordé sur le fonds de commerce.

Notes sur le bilan

Charges à payer

	28/02/2018	28/02/2017
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	1 296	2 119
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 706	1 479
Emprunts et dettes financières divers	289 449	227 052
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 820 470	1 738 643
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	76 088	73 777
Autres dettes		
Total	2 189 009	2 043 071

Comptes de régularisationCharges constatées d'avance

	28/02/2018	28/02/2017
Charges d'exploitation	184 258	257 263
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	184 258	257 263

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	876 609		876 609
Ventes de marchandises	57 643 003		57 643 003
Produits des activités annexes	233 354		233 354
TOTAL	58 752 967		58 752 967

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 8 910 euros.

Charges et Produits exceptionnelsOpérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	45	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	121 385	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	17 379	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		6 704
Produits des cessions d'éléments d'actif		145 418
TOTAL	138 809	152 121

Notes sur le compte de résultat

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/05/2012, la société SAS MONTAUDIS est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS MONTAUDIS.

Le groupe est constitué de la société Holding FT, tête de groupe, et de sa filiale MONTAUDIS.

La convention d'intégration prévoit que chaque société du groupe constate l'impôt qu'elle aurait dû acquitter en l'absence de convention.

La société tête de groupe constate les produits et charges liés au régime de l'intégration fiscale (économies d'impôts sur les déficits générés ou charges d'impôts liées au régime d'intégration).

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

- Charges de l'exercice : 767 727 euros



Conseils & Commissaires Associés

Société de Commissariat aux Comptes - Membre de la compagnie Régionale d'Aix-en-Provence
32 allée Sébastien Vauban - Immeuble Espace Capitou - 83600 Fréjus
Tél. : 04 94 83 25 16 - Mail : cca@sudcca.com

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE

28 SEP. 2018

83300 DRAGUIGNAN
Déposé sous le n°

SAS MONTAUDIS

Société par Actions Simplifiée au Capital de 14 189 700 Euros

Siège social : Route départementale 562
83440 MONTAUROUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 28/02/2018

C. C. A.

Autres informations**Effectif**

Effectif moyen du personnel : 170 personnes dont 4 apprentis et 8 handicapés.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	8	
Agents de maîtrise et techniciens	19	
Employés	143	
Ouvriers		
Total	170	

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : HOLDING FT

Forme : SAS

SIREN : 750486599

Au capital de : 2 499 250 euros

Adresse du siège social :
route départementale 562
83440 MONTAUROUX

Autres informations

Engagements financiersEngagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Cautions RANDIS	2 369 451
Cautions MARIDIS	110 113
Cautions SARL RENE PASCO	771 004
Cautions SCI ENSAMA	91 888
Cautions ROMANDIS II	1 079 689
Cautions BRIGNOLDIS	751 933
Cautions ROMANDIS	37 621
Cautions SAULDIS	658 005
Cautions DESIREDIS	137 000
Cautions Holding MEC	418 033
Cautions BRIANCONDIS	1 439 199
Cautions SODIPLAN II	348 073
Cautions S.N.S.	599 610
Avals et cautions	8 811 619
Engagements en matière de pensions	256 114
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
INTERETS NON COURUS NON ECHUS	12 375
LOCATIONS LONGUES DUREES	163 969
Autres engagements donnés	176 344
Total	9 244 077
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées :
256 114 euros

L'engagement de retraite est déterminé sur la base de l'engagement attaché aux salariés dans leur totalité à la date de clôture.

La méthode de calcul est conforme à la convention de détail et de gros à prédominance alimentaire.

Hypothèse retenue: départ volontaire des salariés.

Le montant retenu est une indemnité brute, charges sociales et fiscales patronales comprises.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique, de reconstitution du fonds de roulement.

Le CICE de l'exercice écoulé a été affecté au financement des investissements courants de notre société, et au renforcement de son fonds de roulement au travers de la mise en réserve du résultat dégagé sur ce crédit.

Détail des comptes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels **Exercice clos le 28/02/2018**

Aux Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SAS MONTAUDIS relatifs à l'exercice clos le 28/02/2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société MONTAUDIS à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/03/2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux Associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations sur les délais fournisseurs et clients ne respectent pas la nouvelle rédaction de l'article D.441-4 du code de commerce applicable depuis le 01/07/2016.

A savoir :

- pour les fournisseurs le nombre total hors taxe des factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu ; ce montant est ventilé par tranches de retard et rapporté en pourcentage au montant total des achats hors taxe de l'exercice.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société MONTAUDIS à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président le 02/07/2018.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Fréjus, le 02 août 2018

Pour la Société CCA

Claude LAVANCHY

Commissaire aux comptes



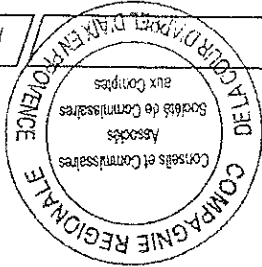
Bilan actif

SAS MONTAUDIS

Comptes annuels

Période du 01/03/2017 au 28/02/2018

	Brut	Amortissement	Net	Net
Capital souscrit non appelé		Dépréciations	28/02/2018	28/02/2017
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, bnts, licences, logiciels, drts & val.similaires	63 800	63 800	15 962 602	15 962 602
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	295 802	257 690	38 112	38 112
Constructions	676 092	458 487	217 606	197 390
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 595 036	2 403 747	191 289	251 719
Autres immobilisations corporelles	1 055 885	777 307	278 578	318 220
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations	1 231 778		1 231 778	1 058 554
Autres titres immobilisés				
Prêts	187 087		187 087	192 153
Autres immobilisations financières	224 731		224 731	224 487
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	2 941 868	21 841	2 920 027	3 044 607
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	81 593	12 088	69 505	69 281
Autres créances	657 313	6 816	650 497	507 414
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	594 000		594 000	1 146 721
Disponibilités	4 397 405		4 397 405	2 735 237
Charges constatées d'avance (3)	184 258		184 258	257 263
Frais d'émission d'emprunt à étaler	8 856 437	40 745	8 815 692	7 760 522
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	31 149 250	4 001 775	27 147 475	26 003 760
(1) Dont droit au bail				20 000
(2) Dont à moins d'un an (brut)				12 659
(3) Dont à plus d'un an (brut)				14 180





28/02/2018	28/02/2017	
CAPITAUX PROPRES		
Capital		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		
19 622 745	18 740 027	
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
264 265	142 880	
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
264 265	142 880	
DETTE (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES		
7 260 466	7 120 853	
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL		
27 147 475	26 003 760	
447 536	1 188 808	
6 812 930	5 932 045	
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)		
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Bilan passif

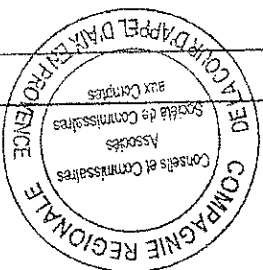
SAS MONTAUDIS

Comptes annuels

Période du 01/03/2017 au 28/02/2018

Compte de résultat

28/02/2018	28/02/2017
Produits d'exploitation (1)	55 699 859
Ventes de marchandises	1 006 060
Production vendue (biens)	56 705 919
Chiffre d'affaires net	2 498
Dont à l'exportation	
Production stockée	
Production immobilisée	
Subventions d'exploitation	322 366
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	6 543
Autres produits	
Total des produits d'exploitation (1)	57 034 827
Charges d'exploitation (2)	45 437 012
Achats de marchandises	44 185 192
Variations de stock	-52 309
Achats de matières premières et autres approvisionnements	107 997
Variations de stock	
Autres achats et charges externes (a)	3 756 520
Impôts, taxes et versements assimilés	615 732
Salaires et traitements	3 965 287
Charges sociales	1 459 385
Dotations aux amortissements et dépréciations :	274 784
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	31 303
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	
Autres charges	39 231
Total des charges d'exploitation (2)	54 383 123
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-II)	2 651 704
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun	
Bénéfice attribué ou perte transférée III	
Perte supportée ou bénéfice transféré IV	
Produits financiers	
De participation (3)	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)	
Autres intérêts et produits assimilés (3)	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	
Différences positives de change	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	
Total des produits financiers (V)	139 851
Charges financières	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	
Intérêts et charges assimilées (4)	
Différences négatives de change	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	
Total des charges financières (VI)	27 823
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	112 028
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	2 763 732



Compte de résultat (suite)

28/02/2018	28/02/2017	
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	6 704	7 410
Sur opérations en capital	145 418	124 943
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		151 573
Total des produits exceptionnels (VII)	152 121	283 926
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	45	271 903
Sur opérations en capital	17 379	124 943
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	121 385	81 798
Total des charges exceptionnelles (VIII)	138 809	478 644
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	13 312	-194 718
Participation des salariés aux résultats (IX)	304 126	278 373
Impôts sur les bénéfices (X)	767 727	631 919
Total des produits	59 343 916	57 458 604
Total des charges	57 361 198	55 797 882
BENEFICE OU PERTE	1 982 718	1 660 722
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		





Annexe des comptes annuels

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 28/02/2018,
dont le total est de 27 147 475 euros et au compte de résultat de l'exercice, présentée sous forme de liste,
dégageant un bénéfice de 1 982 718 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/03/2017 au 28/02/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 28/02/2018 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 08/09/2014, en application des articles L.123-12 à L.123-28 et R.123-208 du code de commerce, modifié par les règlements ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 et ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

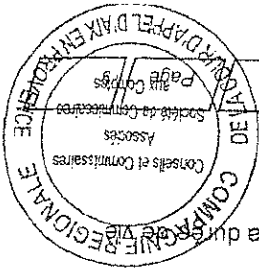
Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

prévue.



Règles et méthodes comptables

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 20 ans
- * Installations techniques : 3 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 10 ans
- * Matériel de transport : 3 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 1 à 5 ans
- * Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

Les titres de participation ont été comptabilisés, lors de leur entrée dans le patrimoine, au coût d'acquisition qui s'entend du prix pour lequel ils ont été acquis.

Pour les valeurs mobilières de placement, les frais accessoires ne sont pas incorporés dans le coût d'acquisition.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables à l'acquisition des produits finis, des matières premières et des services. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances et produits

Seuls les créances certaines et les produits acquis ont été rattachés à l'exercice comptable.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.



Règles et méthodes comptables

Dettes et charges

Les dettes certaines qui existent à la clôture de l'exercice, figurent en comptes de tiers ou de charges à payer au passif du bilan.

A la clôture de l'exercice, les dettes que des événements en cours ou survenus, rendent probables et dont l'objet est nettement précisé, sont inscrites au passif du bilan en provisions pour risques et charges.

Disponibilités

Les disponibilités sont enregistrées pour leur valeur nominale.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous forme de provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

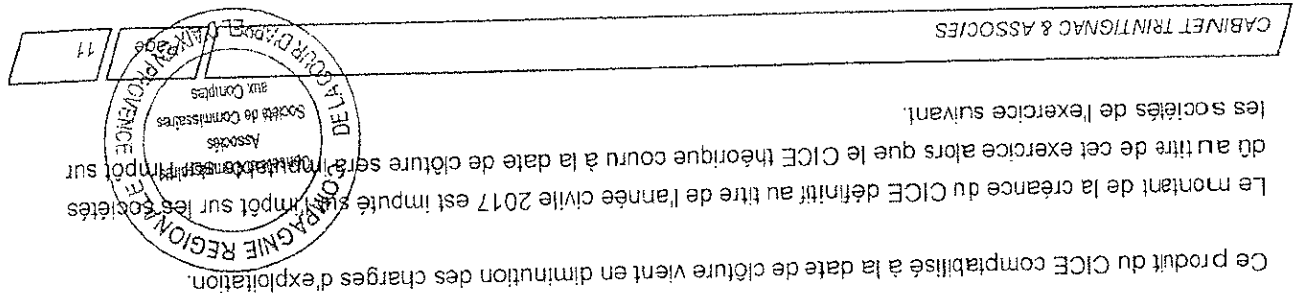
- Taux d'actualisation : 1,38 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : Table INSEE 2015

Credit d'impôt compétitivité et emploi

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice pour un montant de 212 184 euros a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Ce produit du CICE comptabilisé à la date de clôture vient en diminution des charges d'exploitation.

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2017 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice alors que le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputé sur l'impôt sur les sociétés de l'exercice suivant.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

En fin d'exercice	Diminution	Augmentation	Au début d'exercice	
15 962 602		93 235	15 962 602	- Frais d'établissement et de développement - Fonds commercial - Autres postes d'immobilisations incorporelles Immobilisations incorporelles - Terrains - Constructions sur sol propre - Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements et aménagements des constructions - Installations techniques, matériel et outillage - Industries - Installations générales, agencements aménagements divers - Matériel de transport - Matériel de bureau et informatique, mobilier - Emballages récupérables et divers - Immobilisations corporelles en cours - Avances et acomptes Immobilisations corporelles - Participations évaluées par mise en équivalence - Autres participations - Autres titres immobilisés - Prêts et autres immobilisations financières immobilisations financières
63 800			63 800	
16 026 402			16 026 402	
295 802			295 802	
543 518			543 518	
39 339			39 339	
2 543 320			2 543 320	
788 040			788 040	
27 814			27 814	
198 959			198 959	
33 475			33 475	
7 597			7 597	
186 023			186 023	
190 603			190 603	
5 203			5 203	
195 806			195 806	
381 829			381 829	
21 938 389			21 938 389	
27 404			27 404	
27 404			27 404	
10 025			10 025	
17 379			17 379	
4 622 816			4 436 793	
821 514			788 040	
27 814			27 814	
206 556			198 959	
2 595 036			2 543 320	
39 339			39 339	
636 753			543 518	
295 802			295 802	
15 962 602			15 962 602	
63 800			63 800	
16 026 402			16 026 402	
22 292 813			21 938 389	

28/02/2018	15 942 602	15 942 602	Total
			Éléments achetés Éléments réévalués Éléments reçus en apport

immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Total					
Ventilation des augmentations					
	Virements de poste à poste	Virements de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
					Révaluations
	381 829	186 023	186 023	195 806	381 829
Augmentations de l'exercice					
	Virements de poste à poste	Virements vers l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
	27 404	27 404	27 404	27 404	27 404
Diminutions de l'exercice					
	27 404	27 404	27 404	27 404	27 404

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

Notes sur le bilan

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 334 982 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :		
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres		
Créances de l'actif circulant :		
Créances Clients et Comptes rattachés	68 934	12 659
Autres	657 313	
Capital souscrit - appelé, non versé	184 258	
Charges constatées d'avance		
Total	1 334 982	424 477
Prêts accordés en cours d'exercice	4 958	
Prêts récupérés en cours d'exercice	10 024	

Produits à recevoir

Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	1 130	1 130
Autres créances	138 488	153 662
Disponibilités	614	53 091
Total	140 232	207 883
28/02/2018	28/02/2017	



Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks	20 026	21 841	20 026	21 841
Créances et Valeurs mobilières	18 632	3 589	3 318	18 904
Total	38 658	25 430	23 344	40 745
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		25 430	23 344	
Financières				
Exceptionnelles				

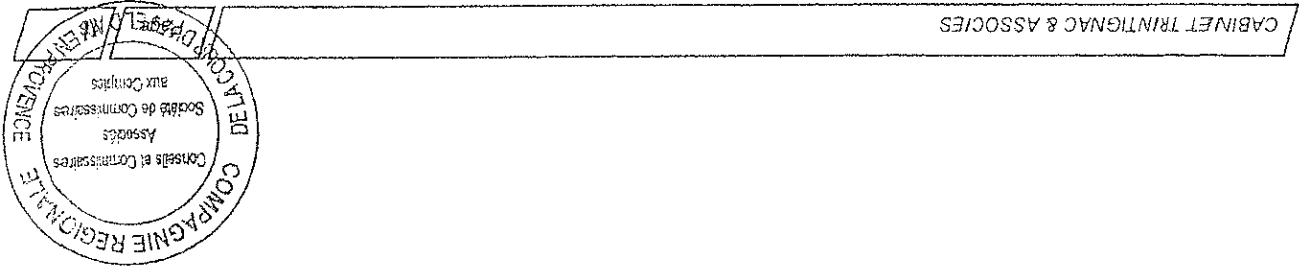
Dépréciation des créances

Les créances font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 18 904 euros.

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 14 189 700,00 euros décomposé en 141 897 titres d'une valeur nominale de 100,00 euros.



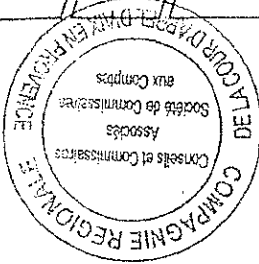
[illegible]

Tableau des provisions

Provisions

Notes sur le bilan

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

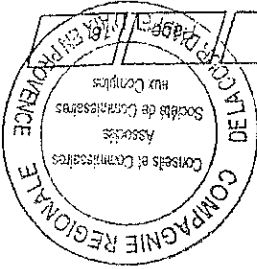
Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 7 250 466 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

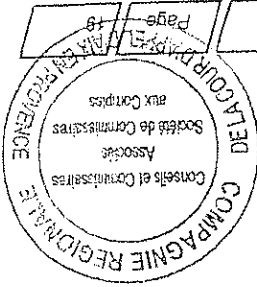
Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
1 190 105	742 569	447 536	
619 051	619 051		
3 364 084	3 364 084		
2 009 367	2 009 367		
77 858	77 858		
7 260 466	6 812 930	447 536	
Total			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :			
- à 1 an au maximum à l'origine			
- à plus de 1 an à l'origine			
Emprunts et dettes financières divers			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits constatés d'avance			
Emprunts souscrits en cours d'exercice			
Emprunts remboursés sur l'exercice :			

Dettes garanties par des sûretés réelles

Dettes garanties	Montant des suretés	Valeurs des biens donnés en garantie
1 188 809	1 188 809	
Total		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit		
Emprunts et dettes divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		

Emprunts auprès de la Caisse d'Epargne : Nantissement accordé sur le fonds de commerce.
Emprunt auprès du Crédit Mutuel : Nantissement accordé sur le fonds de commerce.





Charges d'exploitation	184 258	257 263
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	184 258	257 263

Charges constatées d'avance

Comptes de régularisation

			Total
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
	28/02/2017	28/02/2018	2 043 071

Charges a payer

Notes sur le bilan

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

TOTAL		
Ventes de produits finis		
Ventes de produits intermédiaires		
Ventes de produits résiduels		
Travaux		
Etudes		
Prestations de services	876 609	
Ventes de marchandises	57 643 003	
Produits des activités annexes	233 354	
	58 752 967	
		58 752 967
TOTAL		
France		
Etranger		
Total		58 752 967

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 8 910 euros.

Charges et Produits exceptionnels

Opérations de l'exercice

TOTAL		
Pénalités, amendes fiscales et pénales	45	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	121 385	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	17 379	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		6 704
Produits des cessions d'éléments d'actif		145 418
	138 809	152 121
TOTAL		
Charges		
Produits		

Notes sur le compte de résultat

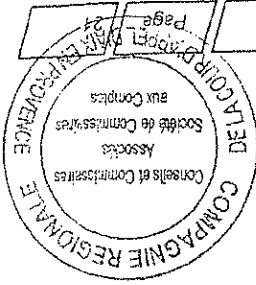
Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

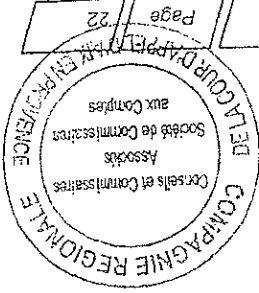
A partir de l'exercice ouvert au 01/05/2012, la société SAS MONTAUDIS est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS MONTAUDIS.

Le groupe est constitué de la société Holding FT, tête de groupe, et de sa filiale MONTAUDIS.

La convention d'intégration prévoit que chaque société du groupe constate l'impôt qu'elle aurait dû acquitter en l'absence de convention.
La société tête de groupe constate les produits et charges liés au régime de l'intégration fiscale (économies d'impôts sur les déficits générés ou charges d'impôts liées au régime d'intégration).

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :
- Charges de l'exercice : 767 727 euros





Adresse du siège social :
route départementale 562
83440 MONTAURoux

Au capital de : 2 499 250 euros

Forme : SAS
SIREN : 750486599

Dénomination sociale : HOLDING FT

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Personnel mis à disposition	Personnel salarié	8 19 143	170	Total
				Cadres Agents de maîtrise et techniciens Employés Ouvriers

Effectif moyen du personnel : 170 personnes dont 4 apprentis et 8 handicapés.

Effect

Autres informations

SAS MONTAUDIS

Comptes annuels

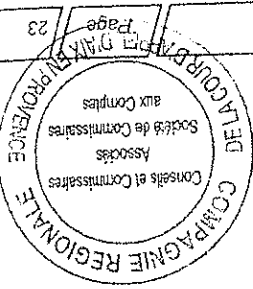
Periode du 01/03/2017 au 28/02/2018

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

Montant en euros	
2 369 451	Cautions RANDIS
1 10 113	Cautions MARIDIS
771 004	Cautions SARL RENE PASCO
91 888	Cautions SCI ENSAMA
1 079 689	Cautions ROMANDIS II
751 933	Cautions BRIGNOLDIS
37 621	Cautions ROMANDIS
658 005	Cautions SAULDIS
137 000	Cautions DESIREDIS
418 033	Cautions Holding MEC
1 439 199	Cautions BRIANCONDIS
348 073	Cautions SODIPLAN II
599 610	Cautions S.N.S.
8 811 619	Avals et cautions
256 114	Engagements en matière de pensions
	Engagements de crédit-bail mobilier
	Engagements de crédit-bail immobilier
12 375	INTERETS NON COURUS NON ECHUS
163 969	LOCATIONS LONGUES DUREES
176 344	Autres engagements donnés
9 244 077	Total
	Dont concernant :
	Les dirigeants
	Les filiales
	Les participations
	Les autres entreprises liées
	Engagements assortis de sûretés réelles





roulement.

Le CICE de l'exercice écoulé a été affecté au financement des investissements courants de notre société, et au renforcement de son fonds de roulement au travers de la mise en réserve du résultat dégagé sur ce crédit.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique, de reconstitution du fonds de

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 256 114 euros

L'engagement de retraite est déterminé sur la base de l'engagement attaché aux salariés dans leur totalité à la date de clôture.

La méthode de calcul est conforme à la convention de détail et de gros à prédominance alimentaire.

Hypothèse retenue: départ volontaire des salariés.

Le montant retenu est une indemnité brute, charges sociales et fiscales patronales comprises.

Engagements de retraite

Autres informations